



31 mai, 2004

Le très honorable Paul Martin, député, C.P.  
Premier ministre du Canada  
Chef du Parti libéral du Canada  
81, rue Metcalfe, Bureau 400  
Ottawa (Ontario) K1B 6M6

Monsieur:

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont créé le Conseil de la fédération afin que les gouvernements disposent d'un forum leur permettant de travailler de concert et de manière constructive dans le véritable esprit de notre système fédéral de gouvernement.

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens désirent une approche nouvelle et positive en matière de relations fédérales-provinciales-territoriales. Ils s'attendent aussi à ce que les gouvernements s'assurent que des services de santé appropriés, d'une qualité élevée, et offerts dans des délais raisonnables, soient accessibles maintenant et dans l'avenir.

Dans cet esprit, nous croyons qu'il serait utile que les citoyens du Canada soient informés de la position des partis politiques fédéraux et de leurs chefs quant aux principaux enjeux auxquels nos gouvernements respectifs doivent s'attaquer conjointement. Nous vous demandons, particulièrement, de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position de votre parti relativement à la viabilité de nos systèmes de soins de santé, notamment quant aux niveaux adéquats de financement fédéral à long terme des services de santé?
2. Votre parti confirme-t-il l'engagement pris par le premier ministre du Canada de tenir une réunion des premiers ministres à ce sujet au cours des premiers mois suivant l'élection d'un nouveau gouvernement?
3. Quelle est la position de votre parti quant à la question du déséquilibre fiscal?
4. Votre parti est-il d'accord avec la tenue d'une réunion des premiers ministres portant sur les arrangements financiers avant le prochain budget fédéral?

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens ont le droit de connaître votre position relativement à ces questions, compte tenu de l'enjeu fondamental que représente le maintien de la qualité des services publics auxquels nos citoyens sont en droit de s'attendre de la part de leurs gouvernements provinciaux et territoriaux.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pat Binns'.

Pat Binns,  
Président du Conseil de la fédération

**Liberal Party of Canada  
Parti libéral du Canada**

100 - 13 rue Metcalfe Street  
Charlottetown, PEI C1A 6M8  
Telephone / Téléphone: (613) 235-0740  
Fax / Télécopieur: (613) 235-7208



June 14, 2004

The Honourable Patrick Binns  
Premier of Prince Edward Island  
Shaw Building  
95 Rochford Street  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, Prince Edward Island  
C1A 7N8

Dear Premier Binns,

Thank you for your letter of May 31, 2004 regarding cooperation between the federal government and the provinces to improve Canada's health care system. As you know, I have made fixing health care the top priority of my re-election campaign and eagerly look forward to working with the provincial premiers and territorial leaders to accomplish this goal.

I would like to respond to each of the four questions you asked in your letter:

1. The top priority of my government will be fixing health care for a generation and reducing waiting times across a range of critical medical services and procedures. Accomplishing this goal requires a comprehensive plan to close the "Romanow Gap" and to guarantee long-term predictable increases in health care funding that target particular weaknesses in the healthcare system. The Liberal plan does both.

It commits to a \$9 billion targeted funding increase for health care over the next five years, part of which is dedicated to eliminating the "Romanow Gap." In addition, as part of a ten-year deal, we will negotiate with the provinces and territories an ongoing annual escalation in the amount of funding transferred to them for health care. This will guarantee long-term funding levels so provinces and territories can know what health care money will be available to them and when. The National Waiting Times Reduction Strategy will devote \$4 billion to make sure Canadians have access to health care in a timely fashion. The National Home Care Program will allocate \$2 billion to create a homecare system that offers medication and rehabilitation coverage for post-acute patients, home mental health services for those in need, and palliative services to support people at the end of life. Our Primary Care reform will support the training of 1,000 new Canadians to become doctors. We will also work with the provinces to increase the number of spots for those seeking to study medicine at university and accelerate qualification for new immigrants seeking medical credentials.



My government also looks forward to discussing a number of other issues with the premiers and territorial leaders including working cooperatively and participating financially in creating a national pharmaceuticals strategy to establish a basic level of drug coverage for all Canadians and formalizing resolution procedures for disputes arising from the Canada Health Act.

2. As you noted in your letter, I promised to meet with the premiers and territorial leaders this summer after the election to discuss health care. I will follow through with this commitment and look forward to discussing the Liberal health care plan with my provincial counterparts.
3. We recognize that provincial governments face real fiscal pressures in offering important services to the people of Canada. My government will sit down with provincial and territorial leaders this fall to discuss how to address these fiscal pressures and to jointly develop a national plan to address them.
4. Yes, as noted above, I am prepared to meet with the premiers and territorial leaders in advance of the next budget. I have already committed to regular meetings with provincial and territorial leaders on the basis of a jointly set agenda. We will meet this summer on health care and I would be pleased to sit down with all First Ministers in advance of our next budget to discuss important national priorities, including the fiscal pressures all governments are facing.

I am confident I have provided you with a complete response to the questions you raised in your letter. Rest assured, fixing health care for a generation is my top priority and, by working with the provinces, I believe we will achieve this goal and also succeed in making the lives of Canadians better in many other key areas. I look forward to meeting you and the premiers and territorial leaders.

Sincerely,



The Right Honourable Paul Martin  
Leader of the Liberal Party of Canada



31 mai, 2004

Monsieur Stephen Harper, député fédéral  
Bureau national de la campagne  
Parti conservateur du Canada  
610-130, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1P 5G4

Monsieur:

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont créé le Conseil de la fédération afin que les gouvernements disposent d'un forum leur permettant de travailler de concert et de manière constructive dans le véritable esprit de notre système fédéral de gouvernement.

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens désirent une approche nouvelle et positive en matière de relations fédérales-provinciales-territoriales. Ils s'attendent aussi à ce que les gouvernements s'assurent que des services de santé appropriés, d'une qualité élevée, et offerts dans des délais raisonnables, soient accessibles maintenant et dans l'avenir.

Dans cet esprit, nous croyons qu'il serait utile que les citoyens du Canada soient informés de la position des partis politiques fédéraux et de leurs chefs quant aux principaux enjeux auxquels nos gouvernements respectifs doivent s'attaquer conjointement. Nous vous demandons, particulièrement, de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position de votre parti relativement à la viabilité de nos systèmes de soins de santé, notamment quant aux niveaux adéquats de financement fédéral à long terme des services de santé?
2. Votre parti confirme-t-il l'engagement pris par le premier ministre du Canada de tenir une réunion des premiers ministres à ce sujet au cours des premiers mois suivant l'élection d'un nouveau gouvernement?
3. Quelle est la position de votre parti quant à la question du déséquilibre fiscal?
4. Votre parti est-il d'accord avec la tenue d'une réunion des premiers ministres portant sur les arrangements financiers avant le prochain budget fédéral?

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens ont le droit de connaître votre position relativement à ces questions, compte tenu de l'enjeu fondamental que représente le maintien de la qualité des services publics auxquels nos citoyens sont en droit de s'attendre de la part de leurs gouvernements provinciaux et territoriaux.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Pat Binns', with a stylized flourish at the end.

Pat Binns,  
Président du Conseil de la fédération



Parti conservateur  
du Canada



Conservative Party  
of Canada

le 6 juin 2004

L'honorable Pat Binns, président  
Conseil de la Fédération  
Édifice Shaw  
C.P. 2000  
Charlottetown (PE) C1A 7N8

Monsieur Binns,

Merci pour votre lettre du 31 mai dernier, dans laquelle vous demandez des précisions sur la position du Parti conservateur du Canada sur la durabilité du système de santé et les ententes fiscales que nous proposons. Je reconnais que les Canadiens veulent une nouvelle approche positive des relations fédérales-provinciales-territoriales.

Il me fait plaisir de répondre à vos questions:

Q1. *Quelle est la position de votre Parti sur la durabilité du système de santé que vous proposez, notamment le niveau de financement à long terme par le gouvernement fédéral ?*

Nous croyons que l'accord récent sur la santé donnait un cadre financier qui devrait servir de base afin d'assurer la viabilité de notre système de santé. Nous sommes d'accord avec les 36,8 milliards \$ investis sous l'accord et nous sommes disposés à investir encore plus dans notre système de santé dans le cadre de l'Accord sur la Santé.

Q2. *Est-ce que votre Parti va confirmer l'engagement du premier ministre du Canada à convoquer une réunion des premiers ministres sur cette question dans les mois suivant l'élection d'un nouveau gouvernement ?*

Oui.

Q3. *Quelle est la position de votre Parti sur le déséquilibre fiscal ?*

Nous croyons qu'il y a un déséquilibre fiscal entre les gouvernements fédéral et provinciaux et nous sommes déterminés à tenter de l'éliminer.

Q4. *Est-ce que votre Parti serait prêt à convoquer une réunion des premiers ministres sur la question des ententes fiscales avant le prochain budget fédéral ?*

Oui.

Ayez l'assurance que je soutiens et respecte ces questions de première importance. Je suis dans l'impatience de collaborer avec le Conseil de la Fédération sur ces questions et d'autres points importants pour les Canadiens.

Sincères salutations,

Stephen Harper  
Chef, Parti conservateur du Canada

HOUSE OF COMMONS



CHAMBRE DES COMMUNES



31 mai, 2004

Monsieur Jack Layton, chef  
Nouveau Parti Démocratique du Canada  
1001-75, rue Albert  
Ottawa (Ontario) K1P 5E7, Monsieur

Monsieur:

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont créé le Conseil de la fédération afin que les gouvernements disposent d'un forum leur permettant de travailler de concert et de manière constructive dans le véritable esprit de notre système fédéral de gouvernement.

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens désirent une approche nouvelle et positive en matière de relations fédérales-provinciales-territoriales. Ils s'attendent aussi à ce que les gouvernements s'assurent que des services de santé appropriés, d'une qualité élevée, et offerts dans des délais raisonnables, soient accessibles maintenant et dans l'avenir.

Dans cet esprit, nous croyons qu'il serait utile que les citoyens du Canada soient informés de la position des partis politiques fédéraux et de leurs chefs quant aux principaux enjeux auxquels nos gouvernements respectifs doivent s'attaquer conjointement. Nous vous demandons, particulièrement, de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position de votre parti relativement à la viabilité de nos systèmes de soins de santé, notamment quant aux niveaux adéquats de financement fédéral à long terme des services de santé?
2. Votre parti confirme-t-il l'engagement pris par le premier ministre du Canada de tenir une réunion des premiers ministres à ce sujet au cours des premiers mois suivant l'élection d'un nouveau gouvernement?
3. Quelle est la position de votre parti quant à la question du déséquilibre fiscal?
4. Votre parti est-il d'accord avec la tenue d'une réunion des premiers ministres portant sur les arrangements financiers avant le prochain budget fédéral?

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens ont le droit de connaître votre position relativement à ces questions, compte tenu de l'enjeu fondamental que représente le maintien de la qualité des services publics auxquels nos citoyens sont en droit de s'attendre de la part de leurs gouvernements provinciaux et territoriaux.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Pat Binns', is written over a light blue horizontal line.

Pat Binns,  
Président du Conseil de la fédération





Le 2 juin 2004

Monsieur Pat Binns,  
Premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard  
5<sup>e</sup> étage sud  
Édifice Shaw  
95, rue Rochford  
Casier postal 2000  
Charlottetown (Î.-P.-É.)  
C1A 7N8

Monsieur Binns,

Je vous remercie de votre récente lettre transmise au nom des premiers ministres provinciaux et territoriaux. Laissez-moi profiter de l'occasion pour vous féliciter, vous et tous vos homologues, au sujet de la création du Conseil de la fédération qui constitue un développement positif pour l'avenir de notre pays.

Je reconnais qu'il est important que tous les Canadiens comprennent la position des chefs des principaux partis politiques à l'égard des questions essentielles que vous soulevez.

1. **La durabilité du régime public des services de santé :** Le NPD fédéral croit qu'il est possible d'améliorer les services publics de santé au moyen d'investissements et de l'innovation, et non la privatisation. À cette fin, nous commencerons en dépoussérant le rapport Romanow, en mettant en œuvre ces recommandations et en allant encore plus loin – soit en répondant positivement à la demande des premiers ministres qui veulent que le gouvernement fédéral assume d'ici deux ans 25 % des dépenses en santé engagées par les provinces. Nous voyons aussi un facteur adéquat d'accroissement des dépenses qui serait intégré à la formule de financement pour assurer la durabilité des services.

Cela aiderait aussi un gouvernement fédéral néo-démocrate à travailler en coopération avec les provinces et les territoires pour endiguer l'émergence insidieuse de la prestation par le secteur privé de services de santé comme cela se fait aux États-Unis. Nous croyons qu'au moyen d'un partenariat renouvelé, nous serons en mesure de provoquer une nouvelle ère d'innovation en matière de services publics de santé.

.../2

**Canada's New Democratic Party / Nouveau Parti démocratique du Canada**

300-279 Laurier West/Ouest, Ottawa, ON K1P 5J9 • Tel: (613) 236-3613 • Fax/Télécopieur: (613) 230-9950  
Email/Courriel: ndpadmin@fed.ndp.ca • www.ndp.ca / www.npd.ca



-2-

2. **La réunion des premiers ministres sur les services de santé :** Nous croyons qu'une réunion des premiers ministres est absolument nécessaire et, en tant que Premier ministre fédéral, je convoquerais une telle réunion peu de temps après les élections fédérales pour entamer cette nouvelle relation. Comme le présent Premier ministre l'a fait, je ne ferai pas de vagues promesses pour « régler les problèmes du secteur de la santé pendant une génération » sans avoir rencontré en premier lieu les premiers ministres pour conclure une entente mutuellement acceptable qui nous permettra d'atteindre nos objectifs communs, soit des services de santé durables, de première qualité, sous le contrôle de l'administration publique qui se chargera aussi de la prestation.
3. **Déséquilibre fiscal :** En premier lieu, contrairement à la position de M. Martin, nous reconnaissons l'existence du déséquilibre. Nous sommes aussi très préoccupés que ce déséquilibre fiscal ne cesse de prendre de l'ampleur – tant sur le plan horizontal que vertical – et qu'il ait un impact sur la capacité du fédéral d'une part et celle des provinces et territoires d'autre part à assumer la responsabilité financière de leurs programmes respectifs.

Je suis en accord avec les premiers ministres provinciaux lorsqu'ils affirment que les excédents budgétaires du gouvernement fédéral devraient augmenter rapidement au cours des deux prochaines décennies en raison de sources de revenus considérables et toujours plus importants et d'une réduction des engagements budgétaires. Toutefois, les provinces et territoires devront déployer tous les efforts pour conserver l'équilibre budgétaire durant la même période. Le NPD craint que la situation financière des gouvernements provinciaux et territoriaux rende ces derniers tout particulièrement vulnérables si les coûts d'opération de services publics essentiels augmentent ne serait-ce que légèrement ou s'il y a un ralentissement marqué de la croissance économique.

À la lecture de notre plate-forme, vous constaterez que nous reconnaissons le déséquilibre fiscal et que nous proposons certaines mesures pour atténuer ce déséquilibre, dont l'établissement d'une norme axée sur 10 provinces concernant le Programme de péréquation.



-3-

4. **Réunion portant sur le déséquilibre fiscal :** Je crois que les premiers ministres fédéral et provinciaux/territoriaux devraient se rencontrer régulièrement. Cela permettrait peut-être d'éviter les réunions aboutissant à des affrontements et surtout de traiter plus rapidement des dossiers urgents. Nous pourrions aussi mieux travailler à l'adoption d'une approche plus souple en matière de relations fédérales-provinciales qui, selon nous, saura mieux satisfaire les provinces et les territoires.

À titre d'information, je vous ai fait parvenir une copie de la plate-forme électorale du NPD dans laquelle vous trouverez des commentaires positifs précis sur le Conseil de la fédération.

Je vous prie de recevoir, Monsieur Binns, l'expression de mes sentiments distingués.



Jack Layton  
Chef du NPD fédéral



31 mai, 2004

Monsieur Gilles Duceppe  
Chef du Bloc Québécois  
3750, rue Crémazie est  
Bureau 307, Montréal (Québec) H2A 1B6

Monsieur:

Les premiers ministres des provinces et des territoires ont créé le Conseil de la fédération afin que les gouvernements disposent d'un forum leur permettant de travailler de concert et de manière constructive dans le véritable esprit de notre système fédéral de gouvernement.

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens désirent une approche nouvelle et positive en matière de relations fédérales-provinciales-territoriales. Ils s'attendent aussi à ce que les gouvernements s'assurent que des services de santé appropriés, d'une qualité élevée, et offerts dans des délais raisonnables, soient accessibles maintenant et dans l'avenir.

Dans cet esprit, nous croyons qu'il serait utile que les citoyens du Canada soient informés de la position des partis politiques fédéraux et de leurs chefs quant aux principaux enjeux auxquels nos gouvernements respectifs doivent s'attaquer conjointement. Nous vous demandons, particulièrement, de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position de votre parti relativement à la viabilité de nos systèmes de soins de santé, notamment quant aux niveaux adéquats de financement fédéral à long terme des services de santé?
2. Votre parti confirme-t-il l'engagement pris par le premier ministre du Canada de tenir une réunion des premiers ministres à ce sujet au cours des premiers mois suivant l'élection d'un nouveau gouvernement?
3. Quelle est la position de votre parti quant à la question du déséquilibre fiscal?
4. Votre parti est-il d'accord avec la tenue d'une réunion des premiers ministres portant sur les arrangements financiers avant le prochain budget fédéral?

Nous croyons que les Canadiennes et les Canadiens ont le droit de connaître votre position relativement à ces questions, compte tenu de l'enjeu fondamental que représente le maintien de la qualité des services publics auxquels nos citoyens sont en droit de s'attendre de la part de leurs gouvernements provinciaux et territoriaux.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

A stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to Pat Binns.

Pat Binns,  
Président du Conseil de la fédération



06/01/04 14:39 FAX

CHAMBRE DES COMMUNES  
OTTAWA, CANADA  
K1A 0A6

CHEF DU BLOC QUÉBÉCOIS

RECEIVED

Le 1<sup>er</sup> juin 2004Par télécopieur  
902-368-4416

Monsieur Patrick Binns  
Premier ministre de l'Île du Prince-Edouard  
Président du Conseil de la fédération  
5<sup>e</sup> étage sud  
Immeuble Shaw  
95, rue Rochford  
C.P. 2000  
Charlottetown (Î.-P.-É.)  
C1A 7N8

Cher M. Binns,

Comme je l'écrivais au Premier ministre du Québec, le 17 mai dernier, nous considérons que le gouvernement fédéral est loin de faire sa part dans le financement de la santé. Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du Canada en 1994 et jusqu'en 2002-2003, les revenus du gouvernement fédéral ont augmenté de 1 569 \$ par habitant, tandis que ses transferts destinés à la santé et à l'éducation ont diminué de 34 \$ par habitant. Cela signifie que l'effort financier du gouvernement fédéral pour les transferts destinés à la santé a été réduit de 40%. Cette réduction est devenue intenable au moment où la majorité des provinces est en situation de déficit.

Dans la plate-forme électorale 2004 du Bloc Québécois, nous proposons que le gouvernement fédéral hausse le Transfert canadien pour la santé et les programmes sociaux (TCSPS) de 11 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, ainsi que des modifications à la formule de péréquation qui feront en sorte d'augmenter ces transferts de 13,7 milliards de dollars en trois ans. En tout, il s'agit d'une hausse des transferts de 24,7 milliards de dollars. Avec cette proposition, le Québec touchera à lui seul une somme supplémentaire de 9,2 milliards de dollars. Voilà pour le financement de la santé, de l'éducation et des programmes sociaux.



Ces propositions ne visent cependant qu'à répondre à des besoins urgents qui permettraient au Québec et aux provinces de ne pas sombrer à nouveau dans la spirale des déficits budgétaires. Vous conviendrez avec moi que le problème du déséquilibre fiscal est beaucoup plus profond. Il constitue en fait une atteinte à la démocratie québécoise, puisqu'il prive l'Assemblée nationale des moyens financiers pour répondre aux besoins des Québécois dans ses propres responsabilités, telles que la santé, l'éducation, les programmes sociaux, la politique familiale ou encore le développement économique régional.

Pour corriger le déséquilibre fiscal, nous proposons donc le transfert au Gouvernement du Québec de 10 milliards de dollars actuellement dépensés par le gouvernement fédéral<sup>1</sup> dans des responsabilités québécoises où Ottawa n'a pas à intervenir. Cela permettrait d'éliminer une partie seulement des nombreuses intrusions d'Ottawa dans les champs de responsabilités propres au Québec. Comme le recommandait la Commission sur le déséquilibre fiscal, ces transferts doivent impérativement prendre la forme de ressources fiscales autonomes, que ce soit par le biais de points d'impôt ou du transfert des recettes de la TPS.

Il est entendu que ces transferts ne peuvent être effectués en quelques semaines. Aussi, nous croyons que chaque parti devrait immédiatement prendre l'engagement de céder les recettes de la TPS au Québec et aux provinces qui le désirent, comme preuve de bonne foi et comme base de discussion.

Par ailleurs, comme vous le savez sans doute, l'actuel gouvernement fédéral a instauré une nouvelle tradition de prévisions financières fantaisistes qui consiste à sous-estimer systématiquement les surplus fédéraux. De cette façon, le gouvernement est en mesure d'affirmer qu'il n'a pas les moyens de faire sa part dans le financement de la santé ou de corriger le déséquilibre fiscal. Lorsque les résultats financiers finaux sont publiés, le gouvernement fédéral feint la surprise et verse alors ses plantureux surplus budgétaires au remboursement de sa dette.

Voilà pourquoi nous proposons un nouveau mécanisme de remboursement des dettes publiques. Ce mécanisme fera en sorte que pour chaque dollar affecté au remboursement de la dette fédérale, Ottawa transfère un dollar au Québec et aux provinces. Sur la base de l'année financière 2002-2003, ce nouveau mécanisme aurait rapporté une somme additionnelle de 822 millions de dollars au Gouvernement du Québec.

<sup>1</sup> Sur la base de l'année financière 2002-2003. Voir le Rapport du comité de révision des dépenses fédérales (Rapport Léonard), Volet II.



Quant à une éventuelle réunion des premiers ministres peu après l'élection d'un nouveau gouvernement, nous voyons cela de bon œil et nous suggérons qu'une telle réunion porte principalement sur la question du déséquilibre fiscal. Nous partageons votre point de vue selon lequel les citoyens ont le droit de connaître la position précise de chacune des formations politiques sur ces questions avant la fin de la présente campagne électorale.

Je vous prie d'agréer, Cher M. Binns, mes salutations distinguées.



Gilles Duceppe  
Chef du Bloc Québécois